**Appel des correcteurs de philosophie en grève ce 1er juillet 2021, dans l'académie de Lille.**

Nous professeurs de philosophie, serons en grève ce jour pour dénoncer la désorganisation du baccalauréat 2021 qui affecte brutalement nos conditions de travail, ainsi que pour refuser les profondes mutations technologiques qui s'y déploient, menaçant dangereusement la collégialité de la correction à laquelle nous sommes attachés. Enfin nous serons en grève pour protester contre l'abandon du baccalauréat en tant que diplôme national, réduit par la réforme Blanquer, à un simple diplôme local, livré aux aléas et aux pressions du contrôle continu.

Par conséquent, nous demandons le retour à des conditions d'organisation de l'examen qui soient respectueuses des personnels enseignants et administratifs, conditions élémentaires du respect dû aux candidats. Nous demandons également des conditions d'évaluation équitables pour les élèves.

Nous demandons également le retour à des copies papier en lieu et place du logiciel Santorin, qui expose les correcteurs à une surveillance infantilisante et remplace tendanciellement la relation de collégialité entre correcteurs par une relation managériale de pilotage dont nous ne voulons pas. Nous dénonçons la dégradation de nos conditions de travail que représente la correction de copies numériques, nouvelle forme de maltraitance imposée par notre hiérarchie et alertons sur les risques psychosociaux que produisent nécessairement cette forme de désorganisation de notre travail.
Ce jour nous sommes d'ailleurs nombreux à recevoir à la dernière minute des convocations pour des jurys du bac, parfois à près de 100 km de nos lieux de résidence...

Nous demandons que soient respectés pour tous les personnels les droits essentiels :

- Droit à la déconnexion,
- Droit à une organisation décente de nos horaires et de nos missions,
- Un respect du droit de grève et dénonçons les menaces et pressions qui s'exercent contre les personnels en lutte dans plusieurs académies

Nous demandons donc pour la session de 2022 le retour à un examen national, anonyme et terminal, mettant les candidats à égalité dans l'accès aux études supérieures, soit l'exact contraire de « parcoursup » et de la sélection géographique et sociale qu'il institutionnalise.

Enfin, nous demandons la démission du ministre Blanquer, principal responsable de la destruction du baccalauréat à laquelle nous sommes confrontés.